



**RAPPORT ANNUEL 2012-2013
BASÉ SUR LE RENDEMENT
CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR**

EXC/14/11/1560

November 3, 2014

Ms. Sandra Barnes
Clerk of the House of Assembly
East Block
Confederation Building

Dear Ms. Barnes:

I wish to retable the 2012-13 Annual Report of the Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador, which was originally tabled on December 23, 2013. The only change to this report is the addition of the audited financial statements, as required by the *Schools Act, 1997* and the *Transparency and Accountability Act*.

I trust this is satisfactory.

Sincerely,



SUSAN SULLIVAN
Minister

EXC/13/12/1920

December 20, 2013

Ms. Sandra Barnes
Clerk of the House of Assembly

Dear Ms. Barnes:

I wish to table the 2012-13 Annual Report for the Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador. Further to section 16(b) of the *Transparency and Accountability Act*, I would like to advise that the report is being tabled without audited financial statements.

During the 2012-13 reporting period the board adopted Public Sector Accounting Board financial reporting standards which delayed the completion of the financial statements. The report will be retabled once the audited financial statements are available. I trust this is satisfactory.

Sincerely,



CLYDE JACKMAN, MHA
Burin – Placentia West
Minister

TRANSLATION

EXC/12/13/1920

Le 20 décembre 2013

Madame Sandra Barnes
Greffière de la Chambre d'assemblée

Madame,

Je souhaite déposer le rapport annuel de 2012-2013 du Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador. Conformément au paragraphe 16(b) de la *Transparency and Accountability Act*, je tiens à vous informer que le rapport déposé n'inclut pas les états financiers vérifiés.

Pendant l'année fiscale 2012-2013, le CSFP a adopté les normes d'information financières du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public. Ce changement a retardé les états financiers. Le rapport annuel 2012-2013 sera déposé à nouveau lorsque les états financiers vérifiés seront disponibles. En espérant le tout à votre entière satisfaction, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

CLYDE JACKMAN, Député
Burin – Placentia West
Ministre



MOT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

St-Jean, 19 juillet 2013

Honorable Clyde Jackman, M.H.A.
Ministre de l'éducation
Ministère de l'éducation
C.P. 8700
St-Jean (TNL) A1B 4J6

Monsieur le Ministre,

Conformément aux exigences du *Transparency and Accountability Act* pour les entités de «Catégorie Un», j'ai le plaisir de vous soumettre le rapport de rendement annuel 2012-2013 du Conseil scolaire francophone de Terre-Neuve-et-Labrador (CSFP).

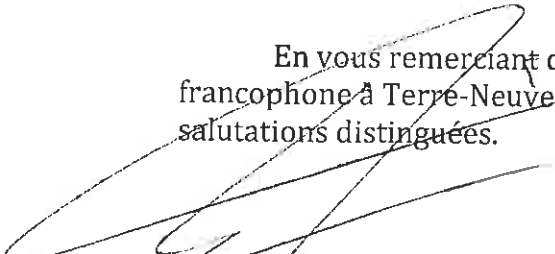
Le CSFP (Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador) a connu et connaît toujours une croissance forte et régulière. En effet, avec une clientèle scolaire de plus de 348 élèves cette année, et une prévision de 375 élèves pour 2013-2014, on peut dire que ce dernier est en bonne santé, mais que les défis sont importants!

En effet, cette croissance pose des problèmes d'organisation, en particulier au niveau des infrastructures. Ainsi, l'école des Grands-Vents de St-Jean a atteint un point de saturation, que le Conseil d'administration ne prévoit pas pouvoir atténuer dans le cadre structurel actuel des limitations géographiques et physiques du Centre scolaire et communautaire des Grands-Vents.

Par ailleurs, le Conseil d'administration s'est doté de finalités et de nouvelles politiques, qui permettront de revoir son plan stratégique et de mieux l'adapter aux dites finalités. Le présent rapport annuel 2012-2013 est donc axé, actuellement, sur les objectifs identifiés tout au long de ce même rapport.

Je signe donc ce rapport, Monsieur le Ministre, au nom des membres du Conseil d'administration du CSFP.

En vous remerciant de votre collaboration dans le développement de l'éducation francophone à Terre-Neuve-et-Labrador, veuillez agréer, Monsieur le Ministre, mes salutations distinguées.



Ali Chaisson, président



PROFIL DU CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL

Vision du CSFP

La vision du Conseil scolaire francophone provincial est celle d'un système d'éducation de langue française et de cultures francophones permettant la réussite, la construction identitaire, l'épanouissement et l'ouverture sur le monde de chaque élève.

Mission

En date du 30 juin 2017, le Conseil scolaire francophone provincial aura amélioré le système éducatif francophone afin d'assurer que les élèves possèdent les habiletés nécessaires à leur réussite tout en préservant leur identité culturelle francophone.

Mandat

Le mandat du CSFP est d'offrir la programmation prescrite ou approuvée pour les élèves de la maternelle à la 12^e année dans le système scolaire d'enseignement en français langue première. L'annexe A présente la liste entière des responsabilités et des pouvoirs du CSFP selon la *Loi scolaire, 1997*.



Profil du CSFP

Les bureaux administratifs du CSFP sont sis au 65, chemin Ridge, St-Jean, TNL, soit au Centre Scolaire et communautaire des Grands-Vents.

Le 30 septembre 2012, le CSFP avait une clientèle de 348 élèves, de la maternelle à la 12^e année. Par ailleurs le CSFP prévoit une augmentation de près de 8% pour l'année scolaire 2013-2014. De plus, l'entente avec la Commission scolaire du Littoral du Québec est toujours en vigueur, pour permettre la scolarisation des jeunes de L'Anse-au-Clair.

Les cinq écoles du CSFP sont de catégorie «petite», et se répartissent entre St-Jean, Cap Saint-Georges, La Grand'Terre, Labrador City et Happy Valley-Goose Bay.

Pendant l'année fiscale 2012-2013, le CSFP a adopté les normes d'information financières du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public. Ce changement a retardé les états financiers. Le rapport annuel 2012-2013 sera déposé à nouveau lorsque les états financiers vérifiés seront disponibles.

Pour l'année scolaire 2012-2013, le Conseil d'administration du CSFP était composé de la manière suivante, et deux postes étaient vacants.

CONSEILLERS DU CSFP (en date du 30 juin 2013)		
Nom	Prénom	Communauté
Chaisson	Ali	St-Jean (Prés.)
LeFrançois	Brenda	St-Jean (exécutif)
Pitre-Payne	Dinah	Labrador Est (exécutif)
Bastien	Yves	Labrador Ouest
Roberds	Josiane	Labrador Est
Hall	Edna	Côte ouest
Rouzes	June	Côte ouest
Rafuse	Eileen	Côte ouest



Pour l'année scolaire 2012-2013, le personnel du CSFP se répartissait comme suit :

PERSONNEL DU CSFP, 2012-2013			
Catégories:	Femmes	Hommes	Total:
Bureau du CSFP	6	5	11
Enseignants	33	11	44
Directions d'écoles	3	2	5
Autres	17	5	22
Total	59	23	82

SECTEURS D'ACTIVITÉ DU CSFP

Le Conseil scolaire francophone provincial a deux secteurs d'activité :

1. Programmes et services, maternelle à la 12^e année

Les écoles francophones offrent les programmes et les cours prescrits ou approuvés par le ministère de l'Éducation, de la maternelle à la 12^e année. L'année qui précède leur entrée à la maternelle, les écoles francophones offrent aux enfants la possibilité de suivre le programme ***Bon départ***, destiné à les préparer à la maternelle.

2. Le transport

Le Conseil scolaire francophone provincial est responsable du transport des élèves de leur maison, aller et retour, en conformité aux politiques du ministère de l'Éducation.



CONTRIBUTION DES PARTENAIRES DU CSFP

Pour atteindre les buts de son plan stratégique, le CSFP travaille avec les partenaires suivants :

1. Le ministère de l'Éducation de Terre-Neuve-et-Labrador
Le ministère de l'Éducation est responsable de veiller au respect de la *Loi scolaire, 1997*, qui définit les rôles et responsabilités des conseils scolaires. Le ministère de l'Éducation détermine les programmes d'apprentissage et élabore les politiques administratives et éducatives qui s'appliquent aux conseils scolaires. Ces derniers sont imputables au ministère de l'Éducation pour la gestion de leurs programmes et services, ainsi que pour la gestion et l'administration de leurs ressources humaines et financières. Environ 84,5% du budget total du CSFP provient du ministère de l'Éducation.
2. Patrimoine Canada
Patrimoine Canada est le ministère fédéral responsable de négocier l'entente fédérale/provinciale pour les programmes de langues officielles en éducation (PLOÉ) avec la province de Terre-Neuve-et-Labrador. Cette entente assure le financement des services et des programmes supplémentaires requis pour l'enseignement dans la langue de la minorité, et pour la promotion de la langue française et des cultures francophones. Environ 13,6% du budget total du CSFP provient de cette entente. Le reste du budget du CSFP, soit 1,9%, provient de la location des espaces au Centre scolaire et communautaire des Grands-Vents et au Centre scolaire et communautaire Sainte-Anne.
3. Organismes francophones.
Au niveau provincial, des ententes avec la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FPFTNL) sont toujours en vigueur pour la mise en œuvre des programmes de francisation communautaire; avec l'Association communautaire de St-Jean (ACFSJ) pour l'opération du Centre scolaire et communautaire des Grands-Vents; avec l'association régionale de la côte ouest (ARCO) pour l'opération du Centre scolaire et communautaire Ste-Anne; le Réseau de développement économique et d'employabilité de Terre-Neuve-et-Labrador (RDÉE TNL) a présenté une journée Orientation et Carrières, le 16 novembre 2012, à laquelle des élèves de l'école des Grands-Vents ont pu participer, ainsi que des activités sur l'entrepreneuriat dans les écoles du CSFP au cours de l'hiver et du printemps 2013.
4. Autres partenaires.
L'entente avec le Labrador School Board pour le transport scolaire à Happy Valley-Goose Bay et Labrador City demeure en vigueur. De plus, une entente avec la Commission scolaire du Littoral est maintenue pour que les élèves francophones de



la région de L'Anse-au-Clair puissent fréquenter l'école Mgr Scheffer, à Lourdes-de-Blanc-Sablon, au Québec.

FAITS SAILLANTS AU CSFP

Augmentation de la clientèle

En 2012-2013, le CSFP a augmenté sa clientèle scolaire de 15%. Cette augmentation concerne principalement l'école des Grands-Vents de St-Jean. Globalement la clientèle scolaire est passée de 306 élèves à 348 cette année.

Développement de la technologie

Depuis l'automne dernier, le CSFP a «ouvert» son réseau internet, dans le but de favoriser l'appropriation et l'implantation de la technologie en salle de classe. Les écoles ont davantage d'accès au réseau sans fils, et peuvent alors intégrer des applications des médias sociaux et YouTube à des fins éducatives. L'intérêt dans les écoles est manifeste face à cette ouverture sur le 21^e siècle, et cette initiative fut très bien accueillie.

L'acquisition, et l'installation de tableaux interactifs se poursuit et la formation quant à l'utilisation en salle de classe sera être offerte cette année. L'implantation de la technologie en salle de classe prendra de l'ampleur cette année.

Écoles accueillantes et sécuritaires

En février 2012, lors de la formation annuelle du CSFP, tout le personnel enseignant du CSFP a participé à une séance de consultation d'une demi-journée, au sujet de la politique provinciale des écoles accueillantes et sécuritaires. Animée par une représentante du ministère de l'Éducation, le personnel du CSFP a étudié les révisions proposées à la politique des Écoles accueillantes et sécuritaires, incluant les politiques, les protocoles et la législation qui serviront à la gestion du comportement des élèves.

Conseil d'administration

Dans le but de faciliter la transmission de l'information pour les rencontres du conseil d'administration, et pour favoriser une participation accrue des conseiller(e)s, le conseil scolaire a fourni à tous les membres du conseil d'administration une tablette numérique. De plus, les séances du conseil d'administration sont maintenant transmises en direct par l'intermédiaire du site web du CSFP.



LES OBJECTIFS DU CSFP POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2012-2013

Trois enjeux ont servi de lignes directrices pour déterminer les activités du CSFP du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013.

Ces enjeux sont :

1. l'amélioration de la qualité de l'éducation en français;
2. les communications;
3. l'amélioration de l'efficacité organisationnelle.

Enjeu 1 : L'amélioration de la qualité de l'éducation en français

La situation du Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador est largement similaire à celle des 28 autres Conseils scolaires francophones du Canada hors Québec. Quelques-uns des défis du CSFP sont :

- la difficulté à promouvoir et à affirmer la culture et l'identité francophones en milieu anglo-dominant;
- l'intégration obligatoire de la culture au curriculum, en plus des attentes des programmes scolaires, pour promouvoir le développement de l'identité francophone des élèves;
- la difficulté pour le CSFP de recruter et de retenir son personnel scolaire;
- le départ des élèves au secteur anglophone avant l'entrée au secondaire, devant le défi que représente, en particulier, l'offre de cours restreinte.

Dans cette perspective, le CSFP doit faire la preuve que la qualité de l'éducation offerte dans ses écoles est excellente, et ce de la maternelle à la 12^e année. Les activités du CSFP qui assurent la haute qualité de l'éducation soutiennent l'enjeu stratégique du ministère de l'Éducation que « *Educational foundations are enhanced for each student through the primary, elementary and secondary system* ».

But 1 : En date du 30 juin 2014, le CSFP aura amélioré la qualité et la quantité des services éducatifs.

Mesure : La qualité et la quantité des services éducatifs sont améliorées.

Indicateurs :

- Accès aux services éducatifs amélioré
- Services du développement de l'identité culturelle améliorés
- Utilisation des technologies modernes améliorée



Objectif visé en 2012-2013

En date du 30 juin 2013, le Conseil scolaire francophone provincial aura mis en place ou révisé des services éducatifs.

Mesure : La mise en place ou la révision des services éducatifs

Indicateurs :

- Le rapport de réflexion sur la qualité et la quantité des services éducatifs est rédigé.
- Mise en application du document d'appui de francisation
- Un forum de discussions et d'échange entre enseignants est mis en place.
- Une consultation avec le ministère de l'Éducation sur des perspectives d'amélioration du rendement scolaire et du choix de cours a eu lieu.

Indicateur : Le rapport de réflexion sur la qualité et la quantité des services éducatifs est rédigé.

La firme Raymond Chabot Grant Thornton a remis un rapport à propos de la quantité et de la qualité des services éducatifs en décembre dernier, et qui indiquait des points d'amélioration pour le CSFP. Il était notamment question de se concentrer sur les buts et les objectifs du plan stratégique, pour que les initiatives et les activités du CSFP soient axées sur l'apprentissage et le rendement des élèves. Avec la mise en place du modèle du développement de l'école, et les attentes par rapport à l'analyse des résultats des élèves, plusieurs éléments du rapport ont pu être satisfaits.

Indicateur : Mise en application du document d'appui de francisation

La direction des services éducatifs a développé un document d'appui pour le programme de francisation en 2012-2013. La francisation est un soutien offert à une personne s'intégrant dans un milieu francophone et qui n'a pas le français comme langue maternelle ou qui a besoin de perfectionner ses habiletés linguistiques en français. Le but de la francisation est de soutenir des élèves dont le niveau de français est à développer à acquérir des habiletés langagières en français, ce qui leur permettra de cheminer dans leurs apprentissages. Le document permettra d'uniformiser et de mieux baliser les services en francisation. Le document décrit la raison d'être du programme, des possibilités de l'organisation et de la mise en place dans les écoles, et des exemples de stratégies et d'activités pour l'acquisition langagière. On y trouve aussi des suggestions de matériel et de sites web qui soutiennent l'acquisition du français. Le document a été fourni aux écoles à l'automne de 2012.

Indicateur : Un forum de discussions et d'échange entre enseignants est mis en place.



Le CSFP a amélioré les moyens de communication parmi les enseignants en leur donnant accès à Skype et à Microsoft Lync. Par ailleurs, un système de vidéoconférence a permis des

rencontres virtuelles entre des enseignants et le personnel des services éducatifs et, au cours de l'automne 2012, des rencontres avec les nouveaux enseignants du conseil scolaire.

Indicateur : Une consultation avec le ministère de l'Éducation sur des perspectives d'amélioration du rendement scolaire et du choix de cours a eu lieu.

Le CSFP a eu des consultations avec le ministère de l'Éducation pendant l'automne et l'hiver de 2012-2013 à propos d'un plus grand choix de cours pour les élèves du secondaire. Un des défis du CSFP, soit l'offre de cours au secondaire, sera partiellement comblé, le CSFP ayant décidé, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, d'implanter un premier cours de métiers à l'école Ste-Anne. Le local sera réaménagé pendant l'été 2013. L'équipement sera livré aussi pendant l'été pour permettre la dispense du cours en septembre prochain, et l'enseignant sera formé à la fin de l'année scolaire 2012-2013. Par ailleurs, le CSFP est toujours en discussion avec le ministère de l'Éducation au sujet de l'offre de cours en ligne en français, dans le but éventuel de diversifier et augmenter celle-ci.

Le CSFP continue à favoriser le développement professionnel au niveau de l'enseignement multi-niveaux, les communautés d'apprentissage professionnel et l'intégration de la technologie en salle de classe. Ces trois domaines représentant des champs de développement importants pour notre organisation scolaire.

Objectif pour 2013-2014

En date du 30 juin 2014, le CSFP aura évalué la qualité de ses services éducatifs.

Mesure : Évalué la qualité des services éducatifs

Indicateurs :

- Évalué la mise en application des descriptions de cours/matières et plans d'évaluation de cours
- Continué les consultations avec le ministère de l'Éducation sur des perspectives d'amélioration du choix de cours
- Mise en place de davantage d'initiatives et de cours basés dans les technologies de l'information et de communication

Enjeu 2 : La communication



Le CSFP est bien conscient de la nécessité, tant pour son développement que pour la qualité des services offerts, qu'il doit améliorer ses liens, sa communication avec les communautés qui composent actuellement sa clientèle. Ainsi le CSFP a entrepris une série de rencontres avec les communautés et le personnel des écoles au Labrador et à Saint-Jean au printemps de 2013. Le but principal de ces rencontres était d'apprendre davantage au sujet des

préoccupations des communautés et du personnel des écoles, et de présenter les défis actuels du CSFP. Le CSFP compte poursuivre les rencontres dans les communautés scolaires à la Côte ouest en ce début d'année 2013-2014.

Les écoles francophones sont essentielles, particulièrement en milieu linguistique minoritaire, pour l'éducation en français langue d'enseignement, distincte des programmes d'immersion. Malgré la qualité de l'éducation offerte par le CSFP, et l'article 23 de la Charte des droits et libertés du Canada, plusieurs parents ne se prévalent pas, actuellement, de leur droit, pour leur enfant, à cette éducation en français. Dans une perspective d'information tant pour le droit à l'éducation en français que pour les services offerts et à développer, le CSFP doit rencontrer ses communautés sur une base annuelle. Cette communication est et demeure une priorité pour le CSFP.

But 2 : En date du 30 juin 2014, le CSFP aura amélioré la communication avec les ayants droit, les nouveaux arrivants, les parents et le public.

Mesure : La communication est améliorée.

Indicateurs :

- Des outils de communication pour les ayants droit élaborés et mis en œuvre
- Des sites internet du Conseil scolaire francophone provincial et des écoles améliorés
- Le nombre d'items publicitaires des écoles francophones dans les différents médias est augmenté.

Objectif de 2012-2013

En date du 30 juin 2013, le CSFP aura amorcé la mise en œuvre des outils de communication.

Mesure: Amorcé la mise en œuvre des outils de communication.

Indicateurs :

- Complété l'amélioration de ses sites internet
- Amorcé le développement d'une trousse d'information générale



Indicateur : Complété l'amélioration de ses sites internet

Le CSFP a totalement revu la forme et le contenu de son site web (www.csfp.nl.ca), ainsi que ceux des cinq écoles qui sont sous sa juridiction. De la formation a été offerte aux

directions d'école et à des enseignants pour permettre d'actualiser régulièrement les sites, et d'en faire ainsi de véritables outils de communication entre les écoles et les CSFP, ainsi qu'avec les parents et les communautés desservies par le CSFP.

Le site web du CSFP sert aussi à mieux faire connaître le conseil d'administration du CSFP, et ses activités, par exemple la transmission en direct des réunions publiques et de l'assemblée générale annuelle du conseil d'administration.

Le CSFP a aussi révisé la directive administrative à propos des ayants droits. Comme toutes les directives, celle-ci est disponible au site web du CSFP et à celui de chacune des écoles. De plus, le formulaire d'admission a été révisé, la nouvelle version incluant une définition explicite d'ayant droit. Le formulaire est disponible au site web du CSFP.

Indicateur : Amorcé le développement d'une trousse d'information générale

Le CSFP a complété la cueillette d'informations sur les écoles et les celles-ci ont été placées en ligne sur les sites web du CSFP et de ses écoles, constituant ainsi le matériel de base d'une trousse d'information générale. Les informations incluent les communautés desservies par chaque école, les programmes et les services offerts, les projets et les activités parascolaires de chaque école et des photographies de chaque école. Des dépliants d'information seront créés en 2013-2014, e tant qu'initiative de recrutement d'élèves.

Objectif pour 2013-2014 :

En date du 30 juin 2014, le CSFP aura évalué et modifié ses outils de communication.

Mesure : Aura évalué et modifié les outils de communication

Indicateurs :

- Aura produit et distribué un document d'informations pour les ayants-droits
- Aura révisé et modifiés des outils de communication

Enjeu 3 : L'amélioration de l'efficacité de l'organisation

Le CSFP doit améliorer son efficacité organisationnelle, et bien sûr cela passe principalement par son personnel éducatif. Dans cette perspective, chaque direction d'école



a demandé à chaque enseignant sa planification annuelle, dans le but de s'assurer du respect des programmes d'études provinciaux et des modalités d'évaluation. Le personnel enseignant était accompagné dans le cadre de cette exigence professionnelle.

De plus les directions d'écoles seront accompagnées professionnellement, supervisées et évaluées dans le cadre de la nouvelle directive administrative sur l'évaluation des directions d'écoles.

But 3 : En date du 30 juin 2014, le CSFP aura amélioré son efficacité organisationnelle.

Mesure : L'efficacité de l'organisation est améliorée.

Indicateurs :

- Des politiques et procédures administratives améliorées
- L'organisation du centre administratif est améliorée.
- Les descriptions de tâches du personnel du bureau administratif sont ajustées.
- La formation continue pour le personnel du bureau administratif et des conseillers est améliorée.
- Une stratégie de recrutement et de rétention du personnel est élaborée.

Objectif de 2012-2013:

En date du 30 juin 2013, le CSFP aura continué des activités visant à améliorer l'efficacité organisationnelle.

Mesure : Continué des activités visant l'amélioration de l'efficacité de l'organisation

Indicateurs :

- Effectué une analyse de l'efficacité organisationnelle
- Fait de la formation du *Power School* dans trois écoles. Terminé le projet pilote de formation dans les deux premières écoles « pilotes »
- Complété de la formation à propos du modèle de développement de l'école
- Initié le développement d'une stratégie de recrutement et de rétention
- Initié la mise à jour du manuel de directives et de procédures

Indicateur : Effectué une analyse de l'efficacité organisationnelle



L'analyse de l'efficacité organisationnelle a été réalisée en novembre 2012, par un consultant de l'extérieur, suite à des recommandations du rapport élaboré par la firme Raymond Chabot Grant Thornton. L'analyse comprenait une étude des pratiques organisationnelles et des entretiens individuels avec tous les membres du personnel du bureau administratif. Un rapport préliminaire a été remis au CSFP en décembre 2012, a été partagé tant avec le personnel du bureau du CSFP qu'avec les membres du conseil d'administration du CSFP. C'est ainsi qu'une nouvelle approche hiérarchique et

communicationnelle a été présentée et expliquée au personnel administratif du CSFP, incluant les directions d'écoles. De plus, le CSFP est engagé dans un processus de décentralisation et de responsabilisation (imputabilité) de son personnel, dans tous les secteurs.

Indicateur : Fait de la formation du *Power School* dans trois écoles. Terminé le projet pilote de formation dans les deux premières écoles « pilotes »

Avec la collaboration du ministère de l'Éducation, le CSFP a poursuivi l'implantation du système de gestion des dossiers d'élèves, *Power School*. Le CSFP a complété la formation pour la direction et la secrétaire de l'école Notre-Dame-du-Cap et de l'école des Grands-Vents. La formation a été entamée pour les autres écoles en mai 2013. Leur formation se poursuivra en 2013-2014, pour la mise en place dans toutes les écoles en 2014-2015. Le système facilitera tant la gestion des dossiers de base des élèves, que le suivi des apprentissages et les interventions à effectuer en lien avec ces résultats.

Indicateur : Complété de la formation à propos du modèle de développement de l'école

La direction des services éducatifs a terminé la formation à propos du modèle de développement de l'école pour toutes les directions à l'automne 2012, après que la traduction du document a été reçue (été 2012). L'école Notre-Dame-du-Cap et l'école des Grands-Vents ont commencé la mise en place du modèle. Ces écoles ont effectué l'étude interne, avec l'appui de la direction des services éducatifs, et ont élaboré leur plan de développement de l'école de trois-quatre ans. Elles poursuivront cette initiative en créant leur plan d'un an, et en faisant l'implantation des initiatives décrites dans les plans. Elles identifieront aussi leurs valeurs, vision et mission. Les trois autres écoles commenceront la mise en place du processus du développement de l'école en 2013-2014; elles auront terminé l'étude interne et élaboré leur plan de trois-quatre ans avant la fin de l'année scolaire.

Indicateur : Initié le développement d'une stratégie de recrutement et de rétention du personnel

Le CSFP n'a pas initié le développement d'une stratégie de recrutement et de rétention du personnel en 2013-2014, à cause d'autres priorités. Cet indicateur restera une priorité pour



2013-2014, car le recrutement et la rétention d'enseignants qualifiés sont essentiels à un niveau élevé de services éducatifs.

Indicateur Initié la mise à jour du manuel de directives et de procédures

Le CSFP a entrepris un processus de révision et de mise à jour du manuel de directives et de procédures en 2012-2013. Toutes les directives ont été évaluées en novembre et décembre 2012, et le processus de révision et de mise à jour entamé en janvier 2013. Des mises à jour

ont été apportées aux directives d'admission d'élèves et de transfert d'élève, et à d'autres directives qui touchent la gestion des écoles (la sécurité des élèves; l'utilisation des appareils mobiles; l'administration de médicaments; l'achat de matériel; l'inventaire du matériel et des fournitures des écoles). D'autres directives ont été rédigées, incluant celles à propos du respect dans le milieu de travail, des parfums et du traitement des plaintes.

Les directives à propos de l'évaluation des élèves et l'évaluation du personnel enseignant ont été révisés. Les procédures et les règlements de l'évaluation des élèves sont en développement ; ceux de l'évaluation du personnel enseignant seront mis à l'essai en 2013-2014. Toutes les nouvelles directives et les mises à jour ont été communiquées aux écoles et ont été affichées au site web du CSFP.

Objectif pour 2013-2014 :

En date du 30 juin 2014, le CSFP aura continué la mise en place d'activités visant l'amélioration de l'efficacité organisationnelle.

Mesure : Aura poursuivi la mise en place d'initiatives visant l'amélioration de l'efficacité organisationnelle

Indicateurs :

- La révision et la mise à jour des directives, politiques et procédures aura été continuée.
- L'organisation du bureau administratif aura été améliorée.
- Aura initié le développement d'une stratégie de recrutement et de rétention du personnel



FAITS SAILLANTS PAR ÉCOLE

École Boréale : Les élèves ont toujours accès à une distribution gratuite de lait quotidiennement. Les élèves ont participé aux différents concours de la dictée PGL, ainsi qu'au concours provincial d'art oratoire. De plus, les élèves ont participé au concours *Maths en herbe* en juin. Un cours de violon était aussi offert aux élèves. Finalement, les jeunes ont eu accès à différentes activités physiques.

École Notre-Dame-du-Cap : En plus d'offrir la programmation officielle, l'école a aussi offert des cours d'accordéon et de peinture (avec un artiste local et la collaboration de l'ARCO – l'Association régionale de la côte ouest) aux jeunes de l'école. En collaboration avec le ministère de l'Éducation, une Semaine de l'apprentissage par le jeu a été mise en place, en lien aussi avec les parents. Finalement, avec la collaboration de quatre enseignants, des sports ont été offerts pendant toute l'année scolaire en parascolaire.

École Ste-Anne : Les arts et la musique ont aussi pris une place importante à l'école Ste-Anne, que ce soit en collaboration avec le ministère de l'Éducation par l'entremise du PLOÉ, ou avec l'ARCO. De plus un projet, Monsieur Vert, a permis de sensibiliser les jeunes aux enjeux environnementaux pour l'avenir. Finalement, quatre jeunes de l'école ont participé aux activités du Festival jeunesse de l'Acadie, à Truro en Nouvelle-Écosse.

École des Grands-Vents : À l'école des Grands-Vents aussi la culture occupe une place importante, avec deux groupes d'harmonie, qui permettent à deux groupes de jeunes de s'exprimer musicalement. L'école fait aussi place à des activités sportives, comme le patin et la natation. Finalement l'école est bien impliquée avec ses partenaires pour des activités communautaires, incluant l'Association communautaire francophone de Saint-Jean, pour le Festival du vent, et le School Lunch Association.

Centre éducatif l'Envol : De nouveau cette année, l'école de Labrador City a offert une panoplie d'activités physiques (piscine, sortie neige), culturelles (guitare, activités avec l'association francophone). L'école a aussi accueilli le Concours d'art oratoire du CSFP en mars 2013.



ANNEXE A

Duties of boards

75. (1) A board shall
- (a) organize and administer primary, elementary and secondary education within the district;
 - (b) provide for the instruction of students either by the establishment of a program in its schools or by making an arrangement with another board or with another educational body in Canada ;
 - (c) determine policy for the effective operation of primary, elementary and secondary schools in the district;
 - (d) ensure that policies and guidelines issued by the minister relating to special education for students are followed in schools under its jurisdiction;
 - (e) ensure adequate supervision of all students enrolled in its schools during the period for which the board is responsible for those students;
 - (f) develop a policy on employment equity and a plan for implementing the policy;
 - (g) appoint and dismiss employees;
 - (h) appoint and assign duties of teachers;
 - (i) adopt personnel policies which shall follow the personnel administration procedures of the government of the province, with the necessary changes, unless other policies are approved, in writing, by the minister;
 - (j) formulate policies for evaluating employees;
 - (k) arrange for the bonding of the assistant director of finance and administration and other persons employed by the board whose duties include the collecting, receiving or depositing of money belonging to the board;
 - (l) purchase or otherwise acquire, subject to the prior written approval of the minister, real property that it requires;
 - (m) ensure that those programs or courses of study, including courses in religious education, and the materials prescribed or approved by the minister are followed in the schools under its control;
 - (n) ensure that each school within its district maintains adequate program and performance standards;
 - (o) establish policies for student evaluation and student promotion;
 - (p) establish priorities for school construction, maintenance and repair and make recommendations to the minister;
 - (q) make known to the public and enlist the support of the public for board policies and programs;
 - (r) transmit to the minister all records and returns required by this Act and other reports and returns that the minister may require;
 - (s) where the board considers it necessary, arrange for a system of transportation of students to and from schools;
 - (t) where arrangements are made by it for the transportation of students, ensure that all vehicles engaged in carrying students to and from school are



- (i) in good mechanical condition,
 - (ii) have adequate liability insurance, and
 - (iii) that an appropriate bus safety program is offered to students who are transported by bus;
 - (u) insure and keep insured all its buildings and equipment and obtain insurance indemnifying it against liability in respect of a claim for damages or personal injury;
 - (v) admit, at all reasonable times and subject to the terms of an agreement between it and the Memorial University of Newfoundland, a student enrolled in the Faculty of Education or School of Physical Education and Athletics at that University to a school under its control for the purpose of observation and the practice of teaching;
 - (w) admit, at all reasonable times and subject to the terms of an agreement between it and a college or institute, a student enrolled in a training program for student assistants, to a school under its control for the purpose of observation and activities associated with a work term;
 - (x) organize and administer a school in an institution, where directed to do so by the minister;
 - (y) comply with a policy directive of the minister; and
 - (z) immediately inform the minister in writing of a vacancy in the position of director or assistant director.
- (2) Notwithstanding paragraph (1)(g), an emergency supply shall not be employed or appointed to teach without the permission of the minister.
- (3) A board shall be responsible to the minister for the expenditure of public funds, the conduct of programs of instruction, and evaluation required by the minister and for the maintenance of adequate program and performance standards in schools in the district.

1997 cS-12.2 s75

Powers of boards

76. (1) A board may
- (a) employ persons that the board considers necessary for its operations and to carry out its objects;
 - (b) enter into agreements for the purpose of carrying out its functions under this Act;
 - (c) permit a school building under its control to be used outside of school hours, where this does not interfere with the regular conduct of the school;
 - (d) assess a person or group a fee for use of a school under paragraph (c);
 - (e) require a student, believed by a teacher to be suffering from a communicable disease or a physical or mental condition which might endanger an employee of the board or other students, to be examined by a medical practitioner or other professional person appointed or approved by the board and, upon the recommendation of the medical practitioner or that other professional person, exclude that student from school until a certificate acceptable to the board is



obtained from a medical practitioner or that other professional person permitting that student to return to school, but an exclusion or extension of an exclusion shall be reviewed by the board within 25 school days;

- (f) by notice, in writing, require an employee or other person to undergo a physical examination by a medical practitioner appointed or approved by the board or a psychological examination by 2 medical practitioners or 2 psychologists registered under the Psychologists Act and to submit a certificate acceptable to the board signed by the medical practitioners or psychologists setting out the conclusions regarding the physical or mental health of that employee or person;
 - (g) summarily dismiss an employee or other person who within 14 days from the date of receiving a notice under paragraph (f) has not made a reasonable attempt to obtain the examination;
 - (h) where a certificate submitted to a board under paragraph (f) shows that an employee or other person's physical or mental health would be injurious to an employee of the board or the students, direct the employee or other person to take sick leave or other earned leave or, where he or she has no sick leave or other earned leave or the sick leave or other earned leave is exhausted, require the employee or other person to take unpaid leave;
 - (i) suspend from work, with or without pay, an employee or other person who is charged with an offence that in the opinion of the board would make that employee or other person unsuitable to perform his or her duties;
 - (j) provide, subject to the written permission of the parent of the student concerned and in conjunction with the appropriate officials responsible for traffic control in the area, a system of school patrols in which a student may assist in the control of motor vehicle traffic on highways or elsewhere so far as the traffic may affect a student going to or from the school;
 - (k) raise money, subject to the prior written approval of the minister, upon its corporate credit and for the purpose of the board;
 - (l) sell or lease property for the purpose of the board, subject to the prior written approval of the minister;
 - (m) levy a fee for the transportation of students; and
 - (n) become a member of a provincial association of school boards and pay a required membership fee.
- (2) Notwithstanding section 75 or subsection (1) of this section, a board may close a school only after the parents of students affected have been given an opportunity to make representations to the board.

1997 cS-12.2 s76

Composition of conseil scolaire

95. (1) The conseil scolaire, not exceeding 12 trustees, shall be elected by the voting members of the conseils d'école established under section 102 from among the voting members.



- (2) Notwithstanding subsection (1),
 - (a) employees of the conseil scolaire;
 - (b) a person who has a contract with, or an interest in a contract with, the conseil scolaire; and
- (c) unless prior written approval is given by the minister, employees of the department of the government responsible for education are not eligible for election to the conseil scolaire.
- (3) The number of trustees to be elected by each conseil d'ecole shall be set and may be changed by order of the minister on the recommendation of the conseil scolaire.
- (4) Notwithstanding subsection (3), the first elected conseil scolaire shall comprise 10 trustees elected as follows:
 - (a) 4 from the conseil d'ecole de Port au Port;
 - (b) 2 from the conseil d'ecole de l'ouest du Labrador ;
 - (c) 2 from the conseil d'ecole de l'est du Labrador ; and
 - (d) 2 from the conseil d'ecole de St. John's .
- (5) The conseil scolaire shall be elected not later than 30 days after the election of the conseils d'ecole under section 102.

1997 cS-12.2 s95

Building funds

100. The minister shall pay out money voted by the Legislature for the construction, recommendations of the conseil scolaire.

Conseil d'ecole - voting members

102. (1) There shall be a conseil d'ecole responsible for each French first language school.
- (2) The number of elected members comprising a conseil d'ecole, not exceeding 9, and each school for which the conseil d'ecole is responsible, shall be set and may be changed by order of the minister on the recommendation of the conseil scolaire.
 - (3) Notwithstanding subsection (2), the first elected
 - (a) conseil d'ecole de Port au Port shall be responsible for each French first language school located in Mainland and Cape St. George;
 - (b) conseil d'ecole de l'ouest du Labrador shall be responsible for each French first language school located in Labrador City or Wabush;
 - (c) conseil d'ecole de l'est du Labrador shall be responsible for each French first language school located in Happy Valley - Goose Bay; and
 - (d) conseil d'ecole de St. John's shall be responsible for each French first language school located in St. John's .
 - (4) A parent of
 - (a) a student enrolled in a French first language school;
 - (b) a child registered to attend a French first language school; and
 - (c) a child who is eligible under this Act to be registered to attend a French first language school and who is not registered in another school



may vote in an election of members to a conseil d'ecole responsible for that school.

(5) A candidate for election to a conseil d'ecole shall be

(a) at least 18 years of age;

(b) a citizen of Canada or a lawful resident of Canada ;

(c) a resident of the province; and

(d) nominated by a person eligible to vote in an election of members to that conseil d'ecole.

(6) The principal of or a teacher in a French first language school is not eligible to be a candidate for election under this section to the conseil d'ecole responsible for that school.

(7) The director of the conseil scolaire is not eligible to be a candidate for election to a conseil d'ecole.

(8) Where fewer members are elected to a conseil d'ecole than the number set by order of the minister, the minister shall on the recommendation of the conseil scolaire or the interim conseil scolaire established under section 114 appoint the

(9) A member elected or appointed to a conseil d'ecole under this section shall be a voting member of the conseil d'ecole.

(10) The election of members to a conseil d'ecole shall be held at the same time as board elections are held under section 53 or at the time the minister directs on the recommendation of the conseil scolaire and the term of office of a member elected to a conseil d'ecole shall be the same as that of a trustee.

1997 cS-12.2 s102



ANNEXE B

États financiers

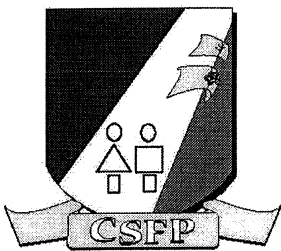
Pendant l'année fiscale 2012-2013, le CSFP a adopté les normes d'information financières du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public. Ce changement a retardé les états financiers. Le rapport annuel 2012-2013 sera déposé à nouveau lorsque les états financiers vérifiés seront disponibles.

CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
Non-Consolidated Financial Statements
Year Ended June 30, 2013

TABLE OF CONTENTS

June 30, 2013

Management Report	1
Independent Auditors' Report	2-3
Financial Statements:	
Non-Consolidated Statement of Financial Position	4
Non-Consolidated Statement of Operations and Accumulated Surplus	5
Non-Consolidated Statement of Changes in Net Debt	6
Non-Consolidated Statement of Cash Flows	7
Notes to Financial Statements:	
1. Nature of Operations	8
2. Conversion to Public Sector Accounting Standards	8-9
3. Significant Accounting Policies	10-11
4. Financial Instruments	12
5. Summer Pay Liability	12
6. Insurance Subsidy	12
7. Repayable Deposits	12
8. Employee Future Benefits - Sick Leave	13
9. Accounts Receivable	14
10. Accounts Payable and Accruals	14
11. Accumulated Surplus	15
12. Expenses by Object	16
13. Employee Future Benefits - Accrued Severance Pay	17
14. Employee Future Benefits - Other	18
15. Reserve	18
16. Comparative Figures	18
Schedules:	
1. Revenues	19
2. Administration Expenditures	20
3. Instructional Expenditures	21
4. Operation and Maintenance Expenditures – Schools	22
5. Pupil Transportation Expenditures	23
6. Ancillary Services and Miscellaneous Expenditures	24
7. Details of Capital Assets	25
8. Pupil Services – Official Languages in Education Projects	26
9. Community Programs – Official Languages in Education Projects	27
Supplementary Information:	
1. Prepaid Expenses	28



Management Report

Management's Responsibility for the Financial Statements

The financial statements of School District have been prepared by management in accordance with Canadian public sector accounting standards and provincial reporting legislation and the integrity and objectivity of these statements are management's responsibility. Management is also responsible for all of the notes to the financial statements and schedules, and for ensuring that this information is consistent, where appropriate, with the information contained in the financial statements.

~~Management is also responsible for implementing and maintaining a system of internal controls to provide reasonable assurance that reliable financial information is produced.~~

The Board of Directors of the Conseil scolaire francophone provincial (called the "Board") is responsible for ensuring that management fulfills its responsibilities for financial reporting and internal control and exercises these responsibilities through the Board. The Board reviews internal financial statements on a periodic basis and external audited financial statements yearly.

The external auditors, Gardner Coombs Winsor Coombs, conduct an independent examination, in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, and express their opinion on the financial statements. The external auditors have full and free access to financial management of School District and meet when required.

The accompanying Independent Auditor's Report outlines their responsibilities, the scope of their examination and their opinion on the School Board's financial statements.

On behalf of the Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador:

Signature of the Chairperson of the Board – Mr. Ali Chaisson

June 17, 2014

Date Signed

Signature of the Director of Education – Mr. Claude Giroux

June 18, 2014

Date Signed

Signature of the Assistant Director Education (Finance & Administration) – Mr. Peter Smith

June 17, 2014

Date Signed

Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

To the Members of Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador

We have audited the accompanying non-consolidated financial statements of Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador, which comprise the statements of financial position as at June 30, 2013 and June 30, 2012 and the non-consolidated statements of operations and accumulated surplus, change in net debt and cash flows for the years then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Management's Responsibility for the Non-consolidated Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these non-consolidated financial statements in accordance with Canadian Public Sector Accounting Standards, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of non-consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these non-consolidated financial statements based on our audits. We conducted our audits in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the non-consolidated financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the non-consolidated financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the non-consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the non-consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the non-consolidated financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained in our audits is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

(continues)

Independent Auditor's Report to the Members of Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador (*continued*)

Opinion

In our opinion, the non-consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador as at June 30, 2013 and June 30, 2012 and the results of its operations, the change in its net debt and its cash flows for the years then ended in accordance with Canadian Public Sector Accounting Standards.

St. John's, NL
June 14, 2014

Gardner Coombs Winsor Coombs

CHARTERED ACCOUNTANTS

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Non-Consolidated Statement of Financial Position
June 30, 2013**

	June 30 2013	June 30 2012	(Restated) July 1 2011
<u>FINANCIAL ASSETS</u>			
Bank	\$ 99,396	\$ -	\$ -
Short Term Investments	309,500	309,500	307,500
Accounts Receivable (Note 9)	827,001	653,140	570,877
HST Receivable	28,808	28,089	26,278
Total financial assets	1,264,705	990,729	904,655
<u>FINANCIAL LIABILITIES</u>			
Due to Bank	-	29,677	29,044
Due to the Government of Newfoundland & Labrador	233,327	174,616	172,142
Accounts Payable and Accruals (Note 10)	72,738	103,961	63,218
Summer Pay Liability (Note 5)	676,248	467,490	434,118
Deferred Revenue	61,137	52,295	68,355
Repayable Deposits (Note 7)	10,139	9,718	7,595
Employee Future Benefits			
Accrued Severance Pay (Note 13)	521,220	451,781	355,726
Accrued Sick Leave (Note 8)	433,079	396,362	365,057
Other (Note 14)	76,828	74,419	80,580
Total financial liabilities	2,084,716	1,760,319	1,575,835
Net Debt	820,011	769,590	671,180
<u>NON FINANCIAL ASSETS</u>			
Capital Assets (Schedule 7)	8,927,689	8,927,608	9,295,498
Prepaid Expenses (Supp. Info.1)	14,154	10,365	14,120
Total non financial assets	8,941,843	8,937,973	9,309,618
<u>ACCUMULATED SURPLUS</u> (Note 11)	\$ 8,121,832	\$ 8,168,383	\$ 8,638,438

See Accompanying Notes

Approved:

Chair

Director of Education

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Non-Consolidated Statement of Operations and Accumulated Surplus
Year Ended June 30, 2013**

	Budget 2013	Actual 2013	Actual 2012
Revenue (Schedule 1)			
Provincial Government Grants	\$ 6,841,800	\$ 7,864,867	\$ 7,540,418
Grants - Official Languages in Education Projects	1,027,354	1,027,354	939,648
Ancillary Services	135,000	145,050	135,519
Miscellaneous	1,500	10,945	2,837
	<u>8,005,654</u>	<u>9,048,216</u>	<u>8,618,422</u>
Expenditures			
Administration - (Schedule 2)	630,300	523,526	660,206
Instruction (Schedule 3)	4,673,000	4,855,917	5,079,121
Operations and Maintenance (Schedule 4)	1,044,000	1,930,777	1,794,469
Pupil Transportation (Schedule 5)	451,000	509,302	424,748
Ancillary Services & Miscellaneous Expense (Schedule 6)	180,000	249,864	190,285
Pupil Services - Official Languages in Education Projects (Schedule 8)	845,556	843,583	791,897
Community Programs - Official Languages in Education Projects (Schedule 9)	181,798	181,798	147,751
	<u>8,005,654</u>	<u>9,094,767</u>	<u>9,088,477</u>
Excess Expenditures over Revenue	-	(46,551)	(470,055)
Accumulated Surplus, Beginning of Year	<u>8,168,383</u>	<u>8,168,383</u>	<u>8,638,438</u>
Accumulated Surplus, End of Year	<u>\$ 8,168,383</u>	<u>\$ 8,121,832</u>	<u>\$ 8,168,383</u>

See Accompanying Notes

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Non-Consolidated Statement of Changes in Net Debt
June 30, 2013**

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Excess of expenses over revenue	(46,551)	(470,055)
Changes in tangible capital assets		
Acquisition of tangible capital assets	(432,288)	(50,680)
Amortization of tangible capital assets	432,207	418,571
(Increase) decrease in net book value of tangible capital assets	<u>(81)</u>	<u>367,891</u>
Changes in other non-financial assets		
Net change in prepaid expenses	<u>(3,789)</u>	<u>3,754</u>
Increase in net debt	(50,421)	(98,410)
Net debt, beginning of year	<u>(769,590)</u>	<u>(671,180)</u>
Net debt, end of year	<u><u>\$ (820,011)</u></u>	<u><u>\$ (769,590)</u></u>

See Accompanying Notes

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Non-Consolidated Statement of Cash Flows
Year Ended June 30, 2013**

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<u>Operating Transactions</u>		
Excess of Expenditures over Revenue	\$ (46,551)	\$ (470,055)
Items not affecting Cash		
- Amortization of Capital Assets	432,207	418,571
- Accounts Receivable	(173,861)	(82,263)
- HST Receivable	(719)	(1,811)
- Prepaid Expenses	(3,788)	3,754
- Due to Government of Newfoundland and Labrador	58,711	2,474
- Accounts Payable and Accruals	(31,221)	40,742
- Repayable Deposits	421	2,123
- Summer Pay Liability	208,755	33,374
- Accrued Severance Pay	69,439	96,055
- Accrued Sick Leave	36,717	31,305
- Other Employee Future Benefits	2,409	(6,161)
- Deferred Revenue	8,842	(16,061)
	<u>561,361</u>	<u>52,047</u>
 <u>Capital Asset Transactions</u>		
Government Purchase - Modular Classrooms	(374,541)	-
Additions to Capital Assets	(57,747)	(50,680)
	<u>(432,288)</u>	<u>(50,680)</u>
 <u>Investing Transactions</u>		
Short Term Investments	<u>-</u>	<u>(2,000)</u>
 Increase (decrease) in Cash	129,073	(633)
 Bank indebtedness, beginning of year	<u>(29,677)</u>	<u>(29,044)</u>
 Cash (bank indebtedness), end of year	<u>\$ 99,396</u>	<u>\$ (29,677)</u>

See Accompanying Notes

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Notes to the Non-Consolidated Financial Statements
Year Ended June 30, 2013**

1. Nature of Operations

The Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador (CSFP or “the Board”) is the sole public Francophone school board in Newfoundland and Labrador. According to Article 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms, the CSFP provides French-first-language education to the children of eligible right-holders. The Board services the entire province of Newfoundland and Labrador and it possesses the same authority as the English public school board of the province, but with an extra mandate to promote the French language and culture.

2. Conversion to Public Sector Accounting Standards

Commencing with the 2013 fiscal year, the District has adopted Canadian public sector accounting (CPSA) standards. These financial statements are the first financial statements for which the District has applied CPSA standards. The changeover became effective on June 30, 2012 with retroactive application to July 1, 2011.

In accordance with Section PS 2125, First-Time Adoption by Government Organizations, the District has prepared a reconciliation to enable readers to understand the effects of the changeover on its financial position at the transition date July 1, 2011. The following table presents the reconciliation of the statement of financial position from the previous reporting framework, Canadian generally accepted accounting principles (CGAAP), to the current method of presentation as at the transition date. The impact of the conversion to CPSA standards on the accumulated surplus as of the date of transition and the comparative annual surplus is presented in Note 11.

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Notes to the Non-Consolidated Financial Statements
Year Ended June 30, 2013**

2. Conversion to Public Sector Accounting Standards - continued

<u>FINANCIAL ASSETS</u>	CGAAP		CPSA
	July 1, 2011	Adjustments	July 1, 2011
Short Term Investments	\$ 307,500	\$ -	\$ 307,500
Accounts Receivable	570,877	-	570,877
HST Receivable	26,278	-	26,278
Total financial assets	904,655	-	904,655
<u>FINANCIAL LIABILITIES</u>			
Due to Bank	29,044	-	29,044
Due to the Government of Newfoundland & Labrador	172,142	-	172,142
Accounts Payable and Accruals	63,218	-	63,218
Summer Pay Liability	434,118	-	434,118
Deferred Revenue	68,355	-	68,355
Current Maturities	3,595	(3,595)	-
Long-Term Debt	4,000	(4,000)	-
Repayable Deposits	-	7,595	7,595
Employee Future Benefits			
Accrued Severance Pay (Note 13)	364,985	(9,259)	355,726
Accrued Sick Leave (Note 8)	-	365,057	365,057
Other (Note 14)	80,580	-	80,580
Total financial liabilities	1,220,037	355,798	1,575,835
Net Debt	315,382	355,798	671,180
<u>NON FINANCIAL ASSETS</u>			
Capital Assets	9,295,498	-	9,295,498
Prepaid Expenses	14,120	-	14,120
Total non financial assets	9,309,618	-	9,309,618
<u>ACCUMULATED SURPLUS</u>	\$ 8,994,236	(355,798)	\$ 8,638,438

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Notes to the Non-Consolidated Financial Statements
Year Ended June 30, 2013**

3. Significant Accounting Policies

The accompanying financial statements have been prepared in accordance with Canadian generally accepted accounting principles for the public sector which are represented by standards issued by the Public Sector Accounting Board (PSAB) of the Canadian Institute of Chartered Accountants (CICA).

A summary of significant accounting policies adopted by the Board is as follows:

a) These financial statements are prepared on a non-consolidated basis. These financial statements do not include school based financial activities which would consist of revenues, expenses and net assets controlled by school administration.

b) The Board's main source of funding is derived from Government of Newfoundland and Labrador, Department of Education ("the Department"). The Department provides funding for operations, transportation, capital expenditures and teacher salaries and severance pay. Funding is included in revenue on the accrual basis and when the related expenditures have been incurred with the exception of funding for the severance pay, sick leave and executive paid leave. In these three cases, funding is recorded when the severance is paid to employees (see Note 13), when sick leave is taken (Note 8) or when paid leave is taken by executives (see Note 14). Funding designated for specific purposes, for which criteria has not been met, is deferred and included in revenue when the related expenditures have been incurred.

c) Capital asset additions are recorded at full cost and are amortized over their useful lives.

d) Capital assets are amortized using the straight line method based on the following number of years:

School Buildings	40 years
Furniture	10 years
Equipment	10 years
Computers	4 years

e) The School Board has acquired, in certain cases, land for its buildings without cost. In other cases, the Board obtained authorization to use the land without ownership, as long as the properties are used for educational purposes. Finally, in cases where the land is Board property and value determinations were not possible, fair market values were not recorded.

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Notes to the Non-Consolidated Financial Statements
Year Ended June 30, 2013**

3. Significant Accounting Policies – (continued)

f) The Government of Newfoundland and Labrador processes the payrolls and remits the source deductions directly to the appropriate agencies for all principals, teachers, student assistants, board management and program coordinators. The amounts recorded in the financial statements represent gross salaries and employee benefits as reported by the Department for the year.

g) All permanent employees of the Board are covered by pension plans administered by the Government of Newfoundland and Labrador. Contributions to these plans are required from both the employee and the Board. Post retirement obligations to employees are the responsibility of the Government of Newfoundland and Labrador. For pensions, employer contributions are recognized in the accounts on a current basis.

h) Employees are entitled to severance benefits as stipulated in their conditions of employment. ~~The right to be paid severance pay vests with employees with nine years of~~ continual service with the CSFP or another public sector employer. Severance is payable when the employee ceases employment with the CSFP and the public sector. The severance benefit obligation has been actuarially determined using assumptions based on management's best estimates of future salary and wage changes, employee age, years of service, the probability of voluntary departure due to resignation or retirement, the discount rate and other factors. Discount rates are based on the Province's long-term borrowing rate. Actuarial gains and losses are recognized immediately through the non-consolidated statement of operations.

i) Employees of the CSFP are entitled to sick pay benefits which accumulate but do not vest. In accordance with PSA for post-employment benefits and compensated balances, the CSFP recognizes the liability in the period in which the employee renders service. The obligation is actuarially determined using assumptions based on management's best estimates of the probability of use of accrued sick leave, future salary and wage changes, employee age, the probability of departure, retirement age, the discount rate and other factors. Discount rates are based on the Province's long-term borrowing rate. Actuarial gains and losses are recognized immediately through the non-consolidated statement of operations.

j) In preparing the financial statements for the Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador, management is required to make estimates and assumptions that affect the reported amount of assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenues and expenses during the period. Actual results could differ from these estimates.

Examples of significant estimates include:

- providing for amortization of tangible capital assets
- the estimated useful lives of assets
- the liability for Employee Future Benefits

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Notes to the Non-Consolidated Financial Statements
Year Ended June 30, 2013**

4. Financial Instruments

The Board's financial instruments consist of cash, short term investments, accounts receivable, accounts payable and employee benefits payable. It is management's opinion that the Board is not exposed to significant interest rate, currency or credit risk arising from these financial instruments.

The carrying value of the Board's financial instruments approximate fair values.

5. Summer Pay Liability

The Board records a vacation (summer) pay liability for teachers in the District. This liability relates to teachers' salaries earned during the school year but not fully paid to teachers until subsequent to June 30. Accordingly, the Board has recorded teachers' vacation pay receivable of \$676,248 in Accounts Receivable (2012 - \$467,490).

6. Insurance Subsidy

The cost of insuring school properties is incurred by the Provincial Government and no amount has been recorded in these financial statements to reflect this cost.

7. Repayable Deposits

The School Board collects performance bonds from suppliers for the provision of multi-year heating, ventilation and air conditioning maintenance contracts as well as for multi-year snow clearing contracts. These deposits earn interest at market rates.

The balance as at June 30, 2013 is payable as follows:

2014	\$2,639
2015	6,000
2016	<u>1,500</u>
Total:	\$10,139

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Notes to the Non-Consolidated Financial Statements
Year Ended June 30, 2013**

8. Employee Future Benefits – Accrued Sick leave

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Accrued benefit liability – beginning of year	\$396,362	\$365,057
Benefits expense		
Current service cost	60,756	54,722
Interest expense	14,681	16,026
Amortization of loss in period	2,005	-
Benefits paid	<u>(40,725)</u>	<u>(39,443)</u>
Total accrued benefit liability – end of year	433,079	396,362
Unamortized actuarial experience loss (gain)	<u>7,754</u>	<u>25,418</u>
Total accrued benefit obligation – end of year	<u>440,833</u>	<u>421,780</u>
Accrued benefit liability according to employee groups		
Teachers	379,073	345,006
Board employees	38,549	36,930
Student assistants	<u>15,457</u>	<u>14,426</u>
Total accrued benefit liability – end of year	<u>\$433,079</u>	<u>\$396,362</u>

The significant actuarial assumptions used in measuring the accrued sick leave and benefits expenses are as follows:

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Discount rate - benefit cost	3.91%	3.40%	4.30%
Rate of compensation increase			
Teachers – less than 10 yrs service		7.25%	
Teachers – more than 10 yrs service		4.00%	
Student assistants		4.00%	
Board employees		4.00%	

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Notes to the Non-Consolidated Financial Statements
Year Ended June 30, 2013**

9. <u>Accounts Receivable</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Provincial Government	\$ 73,405	\$ 66,495
Summer pay - Teachers	676,248	467,486
Transportation	-	43,402
Federal Government	32,663	19,322
Rent	7,463	17,079
Interest	963	621
Travel Advances and Miscellaneous	4,875	300
Provincial Government Construction Grants	31,384	38,435
Other	-	-
	<u>\$ 827,001</u>	<u>\$ 653,140</u>

10. <u>Accounts Payable and Accruals</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Trade Payables	\$ 40,121	\$ 70,990
Accrued Liabilities	32,617	22,605
Salaries Payable	-	10,366
Other	-	-
	<u>\$ 72,738</u>	<u>\$ 103,961</u>

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Notes to the Non-Consolidated Financial Statements
Year Ended June 30, 2013**

11. Accumulated Surplus (Deficit)

	2013	2012
Continuity		
Accumulated deficit at beginning of the year as originally reported	\$ (346,624)	\$ (292,586)
Adjustments		
Employee sick leave liability adjustment	(396,362)	(365,057)
Employee severance liability adjustment	(10,416)	9,259
Elimination of Government Investment in Capital Assets category	8,921,785	9,286,822
Accumulated surplus at beginning of the year as restated	8,168,383	8,638,438
Annual deficit for 2012 as originally reported		(3,358)
Adjustments to annual deficit		
Elimination of change in severance pay liability - old results		76,386
Elimination of amortization of Government Investment in capital assets		(415,718)
Change in sick leave liability		(31,308)
Change in severance pay liability - new results		(96,057)
Annual deficit for the year as restated		(470,055)
Accumulated surplus - end of year		8,168,383
	2013	2012
Year end composition		
Restricted Reserve - Centre des Grands-Vents - (Note 15)	\$ 63,000	\$ 57,000
Net Investment in Capital Assets	8,921,867	8,921,786
Unfunded Accrued Sick Leave	(433,079)	(396,365)
Unfunded Accrued Employee Severance Pay	(439,633)	(374,463)
Unfunded Paid Leave - Executive	(53,913)	(52,779)
Operating Accumulated Surplus	63,590	13,204
Total Accumulated Surplus	\$ 8,121,832	\$ 8,168,383

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Notes to the Non-Consolidated Financial Statements
Year Ended June 30, 2013**

12. <u>Expenses by Object</u>	2013	2012
Salary	\$ 5,230,798	\$ 5,313,367
Employee benefits	852,825	845,275
Supplies and services	2,168,735	2,084,058
Contract services and fees	284,916	325,350
Training	65,682	82,249
Rentals	59,182	18,349
Amortization	432,205	418,571
Interest	424	1,258
	\$ 9,094,767	\$ 9,088,477

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Notes to the Non-Consolidated Financial Statements
Year Ended June 30, 2013**

13. Employee Future Benefits - Accrued Severance Pay

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Accrued benefit liability – beginning of year	\$451,781	\$355,726
Benefits expense		
Current service cost	98,656	80,103
Interest expense	17,037	15,952
Amortization of Loss in Period	4,082	-
Benefits paid	<u>(50,336)</u>	<u>-</u>
Accrued benefit liability – end of year	521,220	451,781
Unamortized actuarial loss (gain)	<u>10,468</u>	<u>51,250</u>
Accrued benefit obligation – end of year	<u>531,688</u>	<u>503,031</u>
Accrued benefit liability according to employee groups		
Teachers	400,066	347,622
Board employees	116,783	101,683
Student assistants	<u>4,371</u>	<u>2,476</u>
Total accrued benefit liability – end of year	<u>\$521,220</u>	<u>\$451,781</u>

The significant actuarial assumptions used in measuring the accrued severance pay and benefits expenses are as follows:

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Discount rate - benefit cost	3.91%	3.40%	4.30%
Rate of compensation increase			
Teachers – less than 10 yrs service		7.25%	
Teachers – more than 10 yrs service		4.00%	
Student assistants		4.00%	
Board employees		4.00%	

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Notes to the Non-Consolidated Financial Statements
Year Ended June 30, 2013**

14. Employee Future Benefits - Other

Paid leave for executive staff and vacation pay benefits payable for Board office administration staff, school secretaries and janitorial staff are recorded in accordance with the benefit rates applicable to these groups.

Other employee future benefits is comprised of the following:

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Executive staff paid leave	\$53,913	\$52,779
Employee vacation pay	<u>22,915</u>	<u>21,640</u>
Total	<u>\$ 76,828</u>	<u>\$ 74,419</u>

15. Reserve

In accordance with leases with the tenants of the Centre scolaire et communautaire des Grand-Vents in St. John's, the CSFP maintains a reserve constituted of funds that management has designated as restricted for the future purchase of computer equipment and major renovations to this building.

16. Comparative Figures

Some of the comparative figures have been reclassified to conform to the current year's presentation.

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Revenues
Year Ended June 30, 2013**

<u>Revenues</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Actual 2013</u>	<u>Actual 2012</u>
Grants - Official Languages in Education			
Regular Projects	\$ 1,027,354	\$ 1,027,354	\$ 939,648
Other	-	-	-
	<u>1,027,354</u>	<u>1,027,354</u>	<u>939,648</u>
Provincial Government Grants			
Regular Operating Grants	1,525,300	1,622,206	1,571,218
Acquisition of Capital Assets - Buildings & Land	410,000	374,541	-
Major Renovations to Buildings	-	661,707	623,549
Special Grants			
- Official Language Monitor	33,500	40,363	31,322
- Communication Tech (Powerschool)	15,000	10,918	34,736
- Other	35,500	226,575	272,791
Salaries and Benefits			
- Director & Assistant Director	300,000	242,010	298,907
- Regular Teachers	3,792,500	3,814,237	3,999,063
- Substitute Teachers	110,000	206,510	159,537
- Student Assistants	110,000	99,227	131,721
- Senior Educational Officer	65,000	98,006	-
Pupil Transportation			
- Contracted	445,000	468,567	417,574
- Handicapped	-	-	-
	<u>6,841,800</u>	<u>7,864,867</u>	<u>7,540,418</u>
Ancillary Services			
Revenues from Rental of Residences	-	6,351	-
Revenues from Rental of Schools and Facilities - Grands-Vents	110,000	113,699	110,519
Other rental - ARCO - West Coast	25,000	25,000	25,000
	<u>135,000</u>	<u>145,050</u>	<u>135,519</u>
Miscellaneous			
Interest on Investments	1,000	1,286	2,837
Recoveries of Expenditures	-	8,453	-
Other - Sundry	500	1,206	-
	<u>1,500</u>	<u>10,945</u>	<u>2,837</u>
Total Revenues	<u><u>\$ 8,005,654</u></u>	<u><u>\$ 9,048,216</u></u>	<u><u>\$ 8,618,422</u></u>

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Administration Expenditures
Year Ended June 30, 2013**

	Budget 2013	Actual 2013	Actual 2012
Salaries and Benefits			
- Director and Assistant Director	\$ 300,000	\$ 245,744	\$ 283,982
- Board Office Personnel	137,500	98,243	112,038
Office Supplies	6,000	3,968	4,146
Replacement Furniture and Equipment	5,000	3,389	4,020
Postage	5,500	3,796	4,264
Telephone / Internet	19,000	15,568	19,431
Office Equipment Rentals and Repairs	10,000	10,138	10,657
Bank Charges	4,000	3,891	4,098
Insurance	-	-	317
Repairs and Maintenance - Office Building	3,000	2,761	2,039
Travel	22,500	14,431	12,154
Board Meeting Expenses	45,000	31,034	51,440
Professional Fees	25,000	28,651	99,042
Advertising - Recruitment	7,500	17,543	15,555
Membership Dues - NLSBA, etc.	21,500	18,818	17,120
Municipal Service Fees	1,500	996	1,195
Relocation Expenses	-	7,863	-
Miscellaneous	1,000	246	320
Amortization	12,800	14,614	15,560
Training	3,500	1,832	2,828
Total Administration Expenditures	\$ 630,300	\$ 523,526	\$ 660,206

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Instructional Expenditures
Year Ended June 30, 2013**

	Budget 2013	Actual 2013	Actual 2012
Instructional Salaries (Gross)			
Teachers' Salaries - Regular	\$ 3,200,000	\$ 3,226,326	\$ 3,414,554
- Substitutes	110,000	186,012	150,941
- Senior Education Officer	70,000	98,006	-
- Board Paid	4,500	-	71,606
Employee Benefits - general	520,000	546,320	545,155
Employee Benefits - sick leave & severance	-	86,511	112,984
School Secretaries - Salaries & Benefits	177,000	195,379	175,838
Payroll Tax	72,500	75,936	72,943
Other - Salary & Benefits - Program Coordinators	130,000	118,559	141,228
Other - Salary & Benefits - Student Assistants	110,000	88,306	109,148
	<u>4,394,000</u>	<u>4,621,355</u>	<u>4,794,397</u>
Instructional Materials			
General Supplies	23,500	17,989	17,000
Library Resource Materials	-	-	81
Teaching Aids	30,000	38,387	46,247
	<u>53,500</u>	<u>56,376</u>	<u>63,328</u>
Instructional Furniture and Equipment			
Replacement	30,000	27,473	12,808
Rentals and Repairs	7,500	7,720	7,692
	<u>37,500</u>	<u>35,193</u>	<u>20,500</u>
Instructional Staff Travel			
Program Co-ordinators	19,000	-	10,945
Teachers' Travel	16,000	20,707	22,158
Inservice and Conferences	5,000	1,437	4,706
	<u>40,000</u>	<u>22,144</u>	<u>37,809</u>
Other Instructional Costs			
French Monitor Program	37,500	44,037	34,689
Inclusion - Support Services	10,000	6,412	8,662
Secretaries - Training	5,000	1,920	499
Secretaries - Travel	2,500	1,045	3,097
Secretaries - Equipment	2,500	-	588
Kinderstart	500	1,500	97
PowerSchool	15,000	8,489	28,548
Arts Workshop	25,000	641	27,256
	<u>98,000</u>	<u>64,044</u>	<u>103,436</u>
Amortization	<u>50,000</u>	<u>56,805</u>	<u>59,651</u>
Total Instruction Expenditures	<u>\$ 4,673,000</u>	<u>\$ 4,855,917</u>	<u>\$ 5,079,121</u>

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Operations and Maintenance Expenditures - Schools
Year Ended June 30, 2013**

	Budget 2013	Actual 2013	Actual 2012
Salaries - Janitorial	\$ 248,000	\$ 302,388	\$ 236,989
Salaires - Maintenance	81,000	95,244	116,519
Electricity	140,000	163,968	160,321
Municipal Service Fees/Garbage Removal	15,000	20,087	17,236
Telephone	26,000	25,131	28,334
Vehicle Operating and Travel	19,500	19,133	28,162
Janitorial Supplies	20,000	15,743	22,787
Janitorial Equipment	2,500	2,898	608
Minor Repairs and Maintenance - Buildings	50,000	167,356	133,118
Major Repairs and Maintenance - Buildings	-	661,707	623,549
Repairs and Maintenance - Equipment	21,500	11,007	3,364
Contracted Services - Janitorial	1,500	-	-
Snow Clearing	65,000	88,772	82,341
Other (Training)	6,000	-	-
Other (Security Systems)	3,000	1,987	2,960
Amortization	345,000	355,356	338,181
Total Operations and Maintenance	\$ 1,044,000	\$ 1,930,777	\$ 1,794,469

Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador

Pupil Transportation Expenditures
Year Ended June 30, 2013

	<u>Budget 2013</u>	<u>Actual 2013</u>	<u>Actual 2012</u>
Operation and Maintenance of Board Owned Fleet	\$ -	\$ -	\$ -
Contracted Services			
Regular Transportation	445,000	503,313	418,780
Extracurricular Busing	6,000	5,989	5,968
Pupil Transportation Expenditures	<u>\$ 451,000</u>	<u>\$ 509,302</u>	<u>\$ 424,748</u>

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Ancillary Services and Miscellaneous Expenditures
Year Ended June 30, 2013**

Ancillary Services Expenditures

The Board owns and operates the following ancillary services:

	Budget 2013	Actual 2013	Actual 2012
Ancillary Services			
Operation of Teachers' Residences	\$ -	\$ 41,324	\$ -
Cafeterias	-	-	-
Other - Community Centre operations	175,000	194,353	182,153
Amortization	5,000	5,430	5,178
Other	-	-	-
Total ancillary services	<u>180,000</u>	<u>241,107</u>	<u>187,331</u>

Miscellaneous Expenditures

The Board has incurred the following miscellaneous expenses:

Wordpress	-	5,000	-
Special Project - Claquer des mots	-	3,757	2,954
Total miscellaneous expenses	<u>-</u>	<u>8,757</u>	<u>2,954</u>

Total Ancillary Services and Miscellaneous Expenses	<u>\$ 180,000</u>	<u>\$ 249,864</u>	<u>\$ 190,285</u>
---	-------------------	-------------------	-------------------

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Details of Capital Assets
Year Ended June 30, 2013**

	Cost 2012	Additions 2013	Cost 2013	Accumulated Amortization 2013	Net book value 2013	Net book value 2012
Land and Sites						
Land and Sites	\$ 125,000	\$ -	\$ 125,000	\$ -	125,000	\$ 125,000
Buildings						
Schools	13,445,335	374,541	13,819,876	5,301,877	8,517,999	8,474,317
Administration	-	-	-	-	-	-
	<u>13,445,335</u>	<u>374,541</u>	<u>13,819,876</u>	<u>5,301,877</u>	<u>8,517,999</u>	<u>8,474,317</u>
Furniture and Equip.						
Schools	663,996	8,774	672,770	469,417	203,352	251,382
Administration	118,956	-	118,956	107,787	11,169	16,619
Other - CGV	51,784	2,520	54,304	35,396	18,908	21,819
	<u>834,736</u>	<u>11,294</u>	<u>846,030</u>	<u>612,600</u>	<u>233,429</u>	<u>289,820</u>
Computers						
Schools	385,419	27,870	413,289	377,794	35,495	32,123
Administration	222,698	18,583	241,281	225,516	15,765	6,348
	<u>608,117</u>	<u>46,453</u>	<u>654,570</u>	<u>603,310</u>	<u>51,260</u>	<u>38,471</u>
Total Capital Assets	<u>\$ 15,013,188</u>	<u>\$ 432,288</u>	<u>\$ 15,445,476</u>	<u>\$ 6,517,787</u>	<u>\$ 8,927,689</u>	<u>\$ 8,927,608</u>

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Pupil Services - Official Languages in Education Projects
Year Ended June 30, 2013**

	Budget 2013	Actual 2013	Actual 2012
Language Recovery	\$ 240,000	\$ 237,979	\$ 241,290
Student Support Services	109,335	117,244	112,712
Art & Cultural Programming	106,531	99,548	116,888
School Programs Coordination	125,240	77,629	13,455
Principal & Teacher Training	61,500	60,493	75,579
Promotion & Communications Services	46,000	50,768	31,258
Federal Project Administration	42,500	49,071	45,109
Technology Support Services	45,000	47,240	45,000
Teacher Recruitment and Retention	29,000	37,372	42,311
French Professional Services	30,450	31,072	34,019
School Board Governance	-	25,320	9,319
Educational Resource Centre	10,000	9,847	6,599
Support to Distance Education	-	-	15,211
Tutoring	-	-	3,147
Total - Pupil Services - Official Languages in Education Projects	\$ 845,556	\$ 843,583	\$ 791,897

**Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador**

**Community Programs - Official Languages in Education Projects
Year Ended June 30, 2013**

	Budget 2013	Actual 2013	Actual 2012
Preschool Program	\$ 75,356	\$ 72,719	\$ 70,920
After School Programs	63,660	63,629	35,460
Family Literacy - Port-au-Port Peninsula	30,688	30,906	32,505
Saturday Activity Camp	12,094	14,544	7,388
Summer Project	-	-	1,478
Total Community Programs - Official Languages in Education Projects	\$ 181,798	\$ 181,798	\$ 147,751

Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve-et-Labrador

Supplementary Information
Year Ended June 30, 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
1. <u>Prepaid Expenses</u>		
Workers' Compensation Commission	\$ 8,260	\$ 9,716
Airplane Tickets	1,844	-
Rental - Damage Deposit	4,050	-
Other	-	649
	<hr/>	<hr/>
Total Prepaid Expenses	<u><u>\$ 14,154</u></u>	<u><u>\$ 10,365</u></u>